



Le présent mémoire vous est présenté au nom du **National Democratic Institute for International Affairs (NDI)**<sup>i</sup>. Les travaux du NDI visent à créer des systèmes démocratiques résilients qui auront la capacité de gérer des besoins politiques, économiques et sociaux complexes et diversifiés. Pour être résilients, les systèmes et activités démocratiques doivent tenir compte de tous les groupes au sein de la population, y compris les femmes.

### ***Violence à l'égard des femmes en politique***

1. Le mémoire du NDI présenté au Comité permanent de la condition féminine de la Chambre des communes porte précisément sur les résultats des recherches de l'institut sur la **violence à l'égard des femmes en politique**, un obstacle important à leur participation à la vie politique<sup>ii</sup>. La violence prend différentes formes, notamment le harcèlement, la menace, la contrainte, la violence psychologique (de plus en plus souvent en ligne), de même que l'agression sexuelle et physique. La violence atteint les femmes de tous les horizons qui décident de se lancer en politique, y compris les militantes et porte-parole communautaires, les électrices et les représentantes élues ou nommées à tous les échelons. La violence se fait sentir dans l'espace public et privé, et dans ce qu'on appelle « les espaces publics protégés », comme les partis politiques et les parlements. Le NDI considère la violence à l'égard des femmes en politique comme une violation des droits de la personne, une atteinte aux droits politiques et civils des femmes et, en les dissuadant de participer au processus décisionnel qui influe sur leur quotidien, un élément qui mine la qualité et l'intégrité de la gouvernance et des pratiques démocratiques.

2. Le NDI a constaté que pour évaluer la nature et le degré de l'intimidation auxquels font face les femmes en politique dans le monde, il fallait d'abord surmonter un problème important : des années de silence et de déni systématiques, en particulier lorsqu'il n'y avait pas de blessure corporelle. Trop souvent, les femmes qui sont victimes d'abus, de harcèlement et même d'agression se font dire qu'il s'agit simplement du « prix à payer pour être en politique » et sont renvoyées. En fait, le *prix à payer* est que cette violence nous prive des avantages qu'un environnement politique inclusif peut créer grâce à une gouvernance démocratique et durable. Le NDI est présent dans environ 50 pays sur la planète, mais il n'a pas de programme au Canada. Il importe toutefois de souligner que, comme ailleurs dans le monde, les femmes en politique au Canada dénoncent de plus en plus la violence dont elles sont victimes, comme le révèlent le sondage réalisé par la Presse canadienne<sup>iii</sup> et les témoignages de femmes comme la députée Michelle Rempel<sup>iv</sup> et les commentaires infâmes dont ont été la cible la première ministre Rachel Notley<sup>v</sup> et bien d'autres. L'effet néfaste que cette violence à l'égard des femmes qui occupent des postes clés peut avoir sur les ambitions des jeunes femmes et des recrues en politique est tout particulièrement [préoccupant](#)<sup>vi</sup>.

3. Même si personne, peu importe son sexe, n'est à l'abri de la violence, il n'en demeure pas moins que les définitions habituelles de la « violence politique » n'ont jamais tenu compte des menaces et des actes particuliers dont sont victimes les femmes en raison de leur sexe. Selon l'analyse du NDI, cette violence comporte trois caractéristiques : elle cible les femmes *en raison* de leur sexe; elle peut prendre une *forme* très sexuée (menace sexiste ou violence sexuelle, par exemple); et elle vise à dissuader les *femmes* d'être ou de se lancer en politique. L'institut a constaté, de plus, en soutenant

les femmes qui veulent participer à la vie politique, que les actes de violence qui ne les visent pas précisément en tant que femme peuvent néanmoins les affecter de manière disproportionnée, en raison de leur statut inégal au sein de la société et de leur grande vulnérabilité.

### ***Le rôle des partis politiques***

4. Le NDI considère les partis politiques comme le fondement de la démocratie, et une voie indispensable pour permettre aux citoyens de jouer un rôle et de s'engager activement dans la vie politique. Cependant, l'histoire, la tradition et les normes ont fait en sorte que les partis politiques sont souvent des espaces publics « protégés », où la violence à l'égard des femmes est facilitée et permise<sup>vii</sup>. Selon les recherches effectuées par le NDI, les partis ont différentes façons de remédier aux inégalités qui mènent à l'exploitation de leurs vulnérabilités<sup>viii</sup>. Ils peuvent notamment renforcer les mécanismes de règlement des différends internes en imposant des sanctions aux agresseurs; mettre en place des mécanismes pour accroître la transparence dans l'allocation des ressources aux candidats; revoir les heures et les lieux de réunions; assurer une surveillance en continu des médias sociaux pour y repérer les propos haineux ou violents; et veiller à la sécurité et à la confidentialité des bases de données des membres.

### ***Médias sociaux et numériques***

5. Le NDI a constaté que les médias sociaux et numériques ont eu pour effet de donner vie, de façon encore plus toxique, à un vieux problème qui empêche les femmes de participer à la vie politique en toute sécurité. L'impact antidémocratique de la violence psychologique et des autres formes de violence véhiculées par l'entremise de la technologie et des médias numériques, y compris les médias sociaux, peut changer considérablement la nature, la portée et les répercussions de l'intimidation faite aux femmes en politique, car les attaques en ligne rendent le harcèlement anonyme et favorisent la dynamique de gang — parfois de façon transnationale. La violence, l'intimidation et le harcèlement en ligne amènent donc les femmes à s'autocensurer et à se retirer du discours et des échanges publics<sup>ix</sup>; ils sont un obstacle concret à la liberté d'expression, car ils minent la démocratie dans tous ses éléments fondamentaux.

### ***Mesures possibles***

6. Le NDI a entrepris de recenser des exemples de « mesures possibles » pour mettre un frein à la violence à l'égard des femmes en politique. Comme les diverses formes de violence se recoupent souvent et ont des dynamiques différentes selon le contexte politique et institutionnel, les stratégies à visée simple sont susceptibles de n'avoir qu'une portée limitée. Il semble donc nécessaire d'opter pour des stratégies à visée multiple et pour un suivi régulier afin de contrer la résistance actuelle à la participation équitable des femmes en politique.

### ***Campagne de NDI #NotTheCost***

7. En 2016, le NDI a lancé la campagne #NotTheCost – un appel mondial à l'action pour sensibiliser la population à la violence à l'égard des femmes en politique, recueillir des données à ce sujet et trouver des solutions pour y mettre un terme<sup>x</sup>. En octobre 2018, pour la première fois, la rapporteure spéciale des Nations Unies sur la violence à l'égard des femmes, Mme Dubravka Šimonović, présentera un rapport thématique sur la question à l'Assemblée générale des Nations Unies. Il s'agit d'une réponse directe à l'appel lancé par la présidente du NDI, l'ancienne secrétaire d'État Madeleine Albright, pour inciter les Nations Unies à surveiller ce type de violence dans le monde et faire rapport à ce sujet.

***Conclusion***

8. Fort de son expertise internationale, le NDI est heureux de pouvoir contribuer à une meilleure compréhension de l'obstacle important que constitue la violence à l'égard des femmes en politique à leur participation à la vie politique. Nous avons hâte de recevoir le rapport final du Comité et d'examiner les solutions qui seront proposées pour renforcer les pratiques et la résilience des démocraties partout dans le monde.

National Democratic Institute for International Affairs  
Washington, DC, États-Unis  
5 juillet 2018

- 
- i National Democratic Institute, 2018, « Page d'accueil », <https://www.ndi.org/> [EN ANGLAIS].
- ii National Democratic Institute, 2016, « Call to Action », <https://contribute.ndi.org/sites/default/files/not-the-cost-action-plan.pdf> [en anglais].
- iii Smith, Joanna, (2018), « Canada's female MPs speak out on sexual misconduct: the best friend of violence is silence », *La Presse canadienne*, <https://globalnews.ca/news/3941933/sexual-misconduct-canadian-politics/> [EN ANGLAIS].
- iv Spurr, Ben, 2016, « MP Michele Rempel paints picture of routine sexism in Parliament », *The Star*, <https://www.thestar.com/news/canada/2016/04/19/trudeau-taking-tory-mp-complaints-about-sexism-in-parliament-seriously.html> [EN ANGLAIS].
- v National Post, 2016, « Wildrose leader Brian Jean apologizes for joking about beating Alberta Premier Rachel Notley », <https://nationalpost.com/news/politics/wildrose-leader-brian-jean-apologizes-for-joking-about-beating-alberta-premier-during-public-forum> [EN ANGLAIS].
- vi Shepherd, Tory, 2014, « More Women Turning Off Politics after Julia Gillard Was Badly Treated », *The Advertiser*, <https://www.adelaidenow.com.au/news/south-australia/more-women-turning-off-politics-after-julia-gillard-was-badly-treated/news-story/321177664cf100e0316704bad5c5f8a6> [EN ANGLAIS].
- vii National Democratic Institute, 2016, « Call to Action », <https://contribute.ndi.org/sites/default/files/not-the-cost-action-plan.pdf>, p. 9 [EN ANGLAIS].
- viii National Democratic Institute, (2018), « No Party to Violence: Analyzing Violence Against Women in Political Parties », [https://ndi.org/sites/default/files/NDI\\_No\\_Party\\_to\\_Violence\\_ReportFinal.pdf](https://ndi.org/sites/default/files/NDI_No_Party_to_Violence_ReportFinal.pdf) [EN ANGLAIS].
- ix Le NDI met en place actuellement un programme pour analyser les données d'étude de cas sur les discussions politiques des étudiants sur Twitter, afin de comprendre si et quand les étudiantes se retirent de ces discussions après avoir été victime de violence en ligne. Le rapport paraîtra sous peu.
- x National Democratic Institute, 2018. « Not-The-Cost », <https://www.ndi.org/not-the-cost> [EN ANGLAIS].